

Entre 1918 et 1921, la Russie issue de la révolution bolchevique est le théâtre d'un ensemble de conflits imbriqués — guerre civile, interventions étrangères, conflits périphériques — qui mobilisent directement ou indirectement près de 25 États. Longtemps reléguée au second plan de l'historiographie occidentale, cette séquence apparaît pourtant comme un moment fondateur de l'ordre stratégique européen du XX^e siècle. Les puissances alliées, engagées à la fois par crainte d'un retour allemand et par hostilité au bolchevisme, interviennent militairement sur plusieurs théâtres sans objectifs clairs ni coordination durable. Cet épisode, souvent perçu comme marginal en Occident, a en revanche profondément marqué la mémoire politique et stratégique russe. Il a contribué à façonner une lecture durable des relations internationales fondée sur la vulnérabilité interne, la menace d'encerclement et la nécessité de zones tampons. À ce titre, les conflits contemporains à l'Est de l'Europe, et en particulier la guerre en Ukraine, s'inscrivent dans une continuité historique dont les racines plongent dans cette période fondatrice de l'après-1917.

Le contexte politique 1917-1918

En octobre 1917, les bolcheviks prennent le pouvoir en Russie. Moins connu, la Finlande était alors un Grand-Duché autonome de l'Empire russe, avec son propre parlement, sa monnaie, et même une armée territoriale (supprimée en 1901). La Révolution russe change tout : le gouvernement bolchevique, affaibli et cherchant à se débarrasser des « *problèmes périphériques* », reconnaît rapidement l'indépendance de la Finlande le 31 décembre 1917, l'un des rares États que Lénine reconnaîtra presque instantanément.

Presque immédiatement, une guerre civile éclate en Finlande entre les « *Rouges* », soutenus par les bolcheviks, et les « *Blancs* », dirigés par Carl Gustaf Emil Mannerheim, ancien général tsariste, et soutenus politiquement et matériellement par l'Allemagne impériale. L'apport militaire allemand, bien que limité à quelques milliers de conseillers et de troupes, fut décisif pour la victoire des Blancs en mai 1918. La guerre civile fit environ 36 000 morts et divisa profondément la société finlandaise. La Finlande se rapprocha temporairement de l'Allemagne, avant de réorienter sa politique vers une neutralité prudente après la défaite allemande en novembre 1918.

Dans le même temps, le gouvernement bolchevique signe en mars 1918 le désastreux traité de Brest-Litovsk avec l'Allemagne, retirant ainsi la Russie de la Première Guerre mondiale. Les Alliés considèrent cela comme une trahison stratégique, car cela libère des divisions allemandes qui sont redéployées sur le front occidental.

À ce moment, la Légion tchécoslovaque, composée de 50 000 hommes, traverse la Sibérie pour rejoindre le front occidental contre les Austro-Hongrois. Lénine s'engage à ce qu'ils puissent rejoindre Vladivostok s'ils restent neutres, mais des combats éclatent localement avec l'armée rouge, et les légionnaires finissent par soutenir ponctuellement les forces

antibolcheviques.

Par ailleurs, les gouvernements occidentaux craignent l'expansion révolutionnaire internationale. Les mouvements bolcheviques et communistes émergent à travers l'Europe (Hongrie, insurrection spartakiste en Allemagne), renforçant la perception d'un danger global. Enfin, d'importants stocks de matériel militaire allié sont présents dans les ports russes (Mourmansk, Arkhangelsk, Vladivostok), et les Alliés redoutent qu'ils tombent entre les mains de l'Allemagne ou des bolcheviks.

Dans ce contexte, plusieurs forces antibolcheviques se constituent :

- Armée du Don (Krasnov, puis Dénikine)
- Armée de Sibérie (Koltchak)
- Forces du Nord et du Nord-Ouest
- Nationalistes ukrainiens, baltes, caucasiens

La situation est propice à une intervention occidentale pour soutenir ces fronts et, si possible, renverser le régime bolchevique.



Intervention alliés dans le nord russe

En juillet 1918, après avoir convaincu le président américain Woodrow Wilson, une force expéditionnaire composée d'Anglais, Américains et Français est rapidement organisée. Elle vient renforcer un premier contingent britannique d'environ 170 *Royal Marines* débarqué le 6 mars 1918 à Mourmansk. En juin et juillet, les effectifs varient entre 1 600 et 1 800 soldats : environ 1 000 Britanniques, 400 Français, 100 Américains et 100 Serbes.

Les objectifs sont d'empêcher les Allemands de s'emparer du front nord après Brest-Litovsk, de sécuriser les dépôts stratégiques et de soutenir les unités antibolcheviques locales.

L'opération prend réellement de l'ampleur le 2 août 1918 avec le débarquement à Arkhangelsk d'une force composée d'environ 5 000 Américains, 6 000 Britanniques, 600 Canadiens, 1 000 Français et quelques centaines de Polonais, Italiens et autres. Les effectifs atteignent 11 000 à 13 000 hommes.

Les bolcheviks évacuent Arkhangelsk sans combattre. Les Alliés installent un gouvernement blanc provisoire dirigé par Nikolai Tchaïkovski. L'objectif militaire est de progresser vers le sud le long de la Dvina du Nord et de la voie ferrée Arkhangelsk-Vologda pour créer un lien avec l'armée blanche de Koltchak en Sibérie.

Après des offensives réussies entre août et septembre 1918, les bolcheviks reculent vers Kotlas et Viatka. Mais le front s'étire dangereusement dans un environnement difficile. La jeune Armée rouge, mieux organisée et équipée, lance des contre-offensives qui stabilisent le front.

L'armistice du 11 novembre 1918 rend caduque la justification initiale (prévenir une avancée allemande), mais les Alliés poursuivent l'opération pour soutenir les Blancs. L'hiver 1918-1919 est extrêmement difficile, et la volonté politique des Alliés s'effrite. Les Américains se retirent entre août et septembre 1919, les Britanniques en octobre, et le régime blanc du Nord chute définitivement en février 1920.



Photo de marins américains prise après 3 semaines de combat contre des bandes armées bolcheviques sous le commandement de l'enseigne Donald M. Hicks (1918-1919). Crédit : US Naval Institute.

Intervention alliée en Extrême-Orient russe (Vladivostok)

Parallèlement, une intervention majeure est lancée autour de Vladivostok. L'initiative vient surtout du Japon, préoccupé par le chaos en Sibérie et la présence de stocks militaires. Washington accepte l'envoi de troupes américaines pour secourir la Légion tchécoslovaque.

En août 1918, 8 000 Américains (*American Expeditionary Force Siberia*, général Graves) débarquent à Vladivostok. Ils rejoignent environ 60 000 à 70 000 Japonais, ainsi que plusieurs milliers de Britanniques, Français, Italiens et Chinois. Les Alliés sécurisent Vladivostok, les dépôts portuaires et le tronçon oriental du Transsibérien.

Objectifs :

- Soutenir et évacuer la Légion tchécoslovaque
- Préserver les stocks d'armes alliés
- Créer un front anti-bolchevique
- Pour le Japon, étendre son influence en Sibérie orientale

À partir d'août 1918, les Alliés soutiennent Koltchak à Omsk. Les Américains, prudents, limitent leurs avancées ; les Japonais progressent vers Khabarovsk et Tchita.

Entre l'automne 1918 et le printemps 1919, Koltchak progresse vers l'ouest, mais dès l'été 1919, les contre-offensives rouges inversent la situation. Koltchak est capturé et exécuté en février 1920. Les Américains se retirent en avril 1920, les Européens dans le courant de l'année. Les Japonais maintiennent leurs positions jusqu'en 1922, poursuivant des objectifs territoriaux. L'ensemble du Transsibérien retombe sous contrôle rouge.

Intervention alliée sur le front Sud et la mer Noire

À partir de décembre 1918, les Alliés interviennent sur le front sud pour empêcher les bolcheviks de prendre l'Ukraine et le Caucase. La France, sous Clemenceau, souhaite soutenir Denikine et établir une tête de pont en mer Noire.

Le 18 décembre 1918, des détachements français et grecs débarquent à Odessa, rejoints par des Britanniques. Les effectifs atteignent 12 000-14 000 hommes : 8 000 Français, 3 000 Grecs, quelques centaines de Britanniques, et des contingents serbes et polonais. La flotte française domine la mer Noire.

Objectifs :

- Soutenir Denikine et stabiliser un gouvernement antibolchevique
- Sécuriser ports et voies ferrées
- Empêcher l'accès bolchevique au pétrole du Caucase

Début 1919 : tentative de consolidation autour d'Odessa, mais le moral des troupes est faible, marqué par des mutineries et elles sont mal perçues par les populations locales. L'Armée rouge lance plusieurs offensives en février 1919 : Odessa est évacuée le 6 avril 1919. Les Alliés se replient sur Sébastopol, puis quittent progressivement les ports du Caucase. L'armée blanche de Denikine est isolée et vaincue en 1920.



Chars Renault avec soldats français mélangés à des civils et des soldats russes de Dénikine durant l'intervention militaire en mer Noire en 1919 (Odessa).

Le conflit russo-finlandais de 1918-1920

Après la victoire blanche, la Finlande devient un État indépendant dirigé par des élites conservatrices et nationalistes. Très rapidement, Mannerheim et une partie du commandement finlandais envisagent un objectif ambitieux : récupérer les territoires « *finnois orientaux* » encore sous contrôle russe, en particulier la Carélie, région frontalière majoritairement finno-ougrienne. Cette revendication donne naissance à une série d'opérations militaires que l'on appelle les « *expéditions de Kindred* » (Heimosodat).

Entre automne 1918 et été 1919, des groupes paramilitaires finlandais, mêlant volontaires nationalistes, vétérans de la guerre civile et unités irrégulières, lancent une série d'incursions contre la Russie bolchevique en Carélie, en Ingermanland et jusque dans la région d'Arkhangelsk. Le gouvernement finlandais, prudent pour ne pas provoquer une guerre totale,

soutient ces opérations de manière indirecte. Les succès initiaux restent limités, et les forces rouges, renforcées après la stabilisation du front nord, repoussent progressivement les combattants finlandais.

En 1919, la Finlande hésite à intervenir plus largement aux côtés des Armées blanches, notamment lorsque les Britanniques lui proposent une action coordonnée dans la péninsule de Kola. Mais le gouvernement d'Helsinki refuse : l'épuisement intérieur, la peur d'une réaction soviétique et l'effondrement progressif des forces antibolcheviques rendent l'option trop risquée. Les volontaires finlandais poursuivent néanmoins des actions limitées, sans emporter de gains significatifs.

La situation évolue complètement en 1920. L'Armée rouge, victorieuse sur la plupart des fronts, cherche à stabiliser ses frontières occidentales avant de poursuivre la guerre contre la Pologne. La Finlande, qui souhaite une paix définitive et un statut international sécurisé, accepte l'ouverture de négociations. Le traité de Tartu, signé le 14 octobre 1920, fixe la frontière russo-finlandaise pour toute la période d'entre-deux-guerres. La Finlande obtient la région de Petsamo, lui offrant un accès précieux à l'océan Arctique, mais renonce à ses ambitions sur l'ensemble de la Carélie orientale. En échange, elle garantit sa neutralité envers la Russie.

Ce conflit périphérique, relativement limité dans son intensité, joue pourtant un rôle majeur dans l'histoire de la région. Il scelle définitivement l'indépendance de la Finlande et marque la méfiance profonde — et réciproque — entre Helsinki et Moscou. Pour la jeune Russie soviétique, ces attaques « *nationalistes* » venues du nord renforcent l'idée que toutes ses anciennes périphéries peuvent devenir des bases d'agression. Cela nourrit une obsession durable au sein de l'Armée rouge et du pouvoir soviétique car la frontière finlandaise passe à moins de 30 km de Petrograd/Leningrad, l'isthme de Carélie est perçu comme un corridor d'invasion naturel et la perte des fortifications tsaristes (ligne de défense avancée) laisse la ville exposée.

Cette vulnérabilité est explicitement analysée dans les cercles militaires soviétiques des années 1920 et 1930 comme une erreur stratégique héritée du chaos révolutionnaire et sera la raison principale qui motivera la décision de Staline d'attaquer la Finlande en 1939.



Carl Gustav Mannerheim en 1920.

La guerre russo-polonaise (1919-1921)

Dans le chaos de la guerre civile russe, la Pologne renaît comme État indépendant après plus d'un siècle de partitions. Dès 1918, les dirigeants polonais, menés par Józef Piłsudski, visent à reconstituer une grande entité politique en Europe orientale — une fédération « *Międzymorze* », s'étendant entre Baltique et mer Noire, capable de contenir la Russie et l'Allemagne.

Les premiers heurts éclatent dès février 1919, au moment même où les fronts de la guerre civile russe se stabilisent. L'Armée rouge, accaparée par les combats contre les Blancs, ne peut empêcher les forces polonaises de progresser rapidement en Lituanie et en Biélorussie. Varsovie profite de ce vide stratégique pour attaquer vers l'est et contrôler les zones revendiquées : Vilnius, Grodno, puis Minsk. Les Polonais combattent surtout des unités

soviétiques dispersées, souvent mal équipées et éclatées par la guerre civile.

L'année 1920 marque un tournant. Une fois les Blancs du Sud et de Sibérie vaincus, les bolcheviks décident de reprendre l'initiative à l'ouest. Mais Piłsudski frappe le premier : en avril 1920, une grande offensive polono-ukrainienne est lancée avec l'armée de Symon Petlioura, chef de la République populaire ukrainienne. L'objectif est ambitieux : créer un État ukrainien allié, tampon indispensable à la sécurité polonaise. L'opération remporte d'abord un succès retentissant : Kiev est occupée le 7 mai 1920.



Józef Piłsudski et Symon Petlioura à Vinnytsia en mai 1920.

La réaction soviétique est fulgurante. Sous la direction de Mikhaïl Toukhatchevski au nord et de Semion Boudionny au sud, les forces rouges contre-attaquent, repoussent les Polonais, et lancent une vaste offensive en direction de Varsovie. Durant l'été 1920, l'Armée rouge avance irrésistiblement à travers la Biélorussie et la Volhynie, proclamant qu'elle va porter la révolution en Europe. Moscou prépare même un gouvernement communiste polonais en exil.

C'est alors que se produit l'un des épisodes les plus connus de l'entre-deux-guerres : la bataille de Varsovie (12-25 août 1920), souvent appelée le « [Miracle de la Vistule](#) ». Piłsudski

entreprind une mobilisation totale de la société polonaise. Aux côtés des forces polonaises, plusieurs centaines de conseillers militaires français — dont la mission dirigée par le général Maxime Weygand — jouent un rôle déterminant dans la réorganisation du commandement et de l'artillerie, contribuant directement au succès de la défense de Varsovie. Attirant les forces soviétiques vers le nord avant de lancer une contre-attaque décisive depuis la Vistule, le front rouge s'effondre ; des dizaines de milliers de soldats soviétiques sont capturés. Cette défaite met fin aux ambitions révolutionnaires en Europe centrale.

L'armée polonaise reprend l'initiative à l'automne 1920 et rétablit ses positions territoriales. Les bolcheviks, engagés simultanément dans la guerre contre les insurgés paysans, les basmachi et les derniers fronts blancs, n'ont plus les moyens de continuer. Les deux camps ouvrent alors des pourparlers. Le traité de Riga, signé le 18 mars 1921, met fin au conflit. La Pologne obtient une vaste zone à l'est, incluant une grande partie de la Biélorussie occidentale et de l'Ukraine occidentale — bien au-delà de la ligne ethnolinguistique majoritairement polonaise. La Russie soviétique, épuisée, accepte ces concessions pour se consacrer à sa reconstruction intérieure.

Cette guerre, souvent perçue comme un affrontement périphérique, a pourtant une portée immense : elle stoppe durablement toute possibilité d'expansion révolutionnaire vers l'Europe centrale, fixe une frontière qui façonnera les relations polono-soviétiques jusqu'en 1939, et laisse un héritage de tensions nationales profondes en Ukraine et en Biélorussie. Pour Moscou, l'échec de 1920 nourrit un ressentiment durable ; pour Varsovie, il devient le mythe fondateur d'un État redevenu puissance régionale.



Affiche de propagande soviétique anti-polonaise : « Voilà comment se termine le plan des seigneurs polonais. »

Bilan

Cette intervention occidentale en Russie, motivée politiquement par la lutte contre l'Allemagne et la peur du bolchevisme, fut un échec. Le nombre de soldats déployés était bien trop modeste pour réellement influencer sur le cours de l'histoire, et le dispositif s'est entièrement appuyé sur les armées blanches, aux performances très inégales, pour mener l'effort principal. Il n'y eut aucune coordination entre les différents fronts, les objectifs politiques manquaient de clarté et l'opération fut très mal perçue par les opinions publiques occidentales, désireuses de tourner la page de quatre années de guerre mondiale qui avaient épuisé leurs pays. À cela s'ajoute le fait que la jeune Armée rouge monta rapidement en compétence et prit le dessus grâce à sa supériorité organisationnelle et numérique.

Conséquences de cette intervention alliée

De manière très immédiate, cette intervention contribua à consolider le pouvoir bolchevique. Les Blancs furent perçus comme des agents des puissances étrangères et leur légitimité nationale en fut profondément ébranlée. Leur cause fut assimilée, par la propagande, à une collusion avec l'ennemi. De fait, après 1920, toute résurgence politique blanche devint impossible.

La présence d'armées étrangères offrit aux bolcheviks un argument politique puissant : « *La patrie socialiste est menacée par l'impérialisme mondial !* ». Cela légitima l'instauration d'un pouvoir dur, centralisé et militarisé, et renforça la cohésion autour du parti communiste, transformant la guerre civile en une véritable guerre patriotique contre l'ingérence étrangère. Cette intervention devint ainsi l'un des piliers fondateurs du récit soviétique.

L'épisode de 1918-1920 alimenta un récit héroïque : la survie contre les « *14 armées de l'Occident* », la résistance malgré la famine et le désordre, et l'idée que la Russie ne devait sa survie qu'à son endurance. Ce mythe inspira plus tard celui de la Grande Guerre patriotique (1941-1945), puis ressurgit dans les conflits modernes.

La jeune URSS se structure alors comme un État en état de siège permanent. Cela favorisa le développement d'un appareil sécuritaire massif (Tchéka, futur NKVD), la militarisation de la société et de l'économie, ainsi que leur centralisation. Le pouvoir de Staline se développa sur ces bases paranoïaques, ouvrant la voie aux grandes purges, notamment au sein de l'armée, touchant surtout les officiers issus de l'époque tsariste.

Les interventions alliées de 1918-1920 comme matrice de la culture stratégique russe contemporaine

L'intervention des puissances occidentales en Russie entre 1918 et 1920 occupe une place centrale dans la mémoire stratégique russe, bien au-delà de son poids militaire réel. Bien que l'opération fût limitée et désorganisée, sa perception par les bolcheviks victorieux — celle d'une croisade capitaliste unie pour étouffer la révolution — devint un pilier doctrinal. Cet épisode, survenu alors que l'État russe était désorganisé et que la guerre civile faisait rage, cristallisa l'idée que l'Occident cherche à exploiter toute période de faiblesse interne pour peser sur le destin du pays. La présence simultanée de forces britanniques, françaises, américaines ou japonaises à Arkhangelsk, Mourmansk, Odessa ou Vladivostok fut interprétée comme le prototype d'un « *encercllement opportuniste* » visant à limiter durablement l'influence russe en Eurasie. Cette perception nourrit un imaginaire politique profond : la sécurité de la Russie dépend de son contrôle sur son « étranger proche » et de l'existence de zones tampons capables de tenir à distance les coalitions hostiles.

C'est à travers ce prisme que les dirigeants russes lisent l'élargissement de l'OTAN après 1991, qu'il faut rappeler a été créé pour contenir la menace soviétique. Alors même que les élargissements relèvent avant tout des choix souverains des États d'Europe centrale, Moscou y voit la reconstitution progressive d'un cordon militaire occidental comparable à celui déployé en 1918. Dans cette logique, l'Ukraine occupe une position centrale : région stratégique pendant la guerre civile et la Seconde Guerre mondiale, elle est perçue comme un espace pivot dont la bascule vers l'OTAN ouvrirait mécaniquement la voie à une présence militaire hostile à quelques centaines de kilomètres de Moscou. Les révolutions ukrainiennes de 2004 et 2014, interprétées comme soutenues par l'Occident, réactivent ce schéma d'ingérence perçue et renforcent la conviction que la Russie doit empêcher tout déplacement de la ligne stratégique vers l'est.

Ainsi, la guerre déclenchée en 2022 ne peut être pleinement comprise sans tenir compte de cette longue durée : Moscou ne raisonne pas seulement en termes de géopolitique actuelle, mais relit sa situation à travers un siècle d'expériences traumatiques où l'effondrement interne a toujours coïncidé avec des pressions extérieures. Dans cette perspective, l'intervention en Ukraine apparaît, du point de vue russe, comme une action préventive destinée à éviter la répétition d'un scénario fondateur — celui de 1918 — où l'absence d'initiative aurait ouvert la porte à un encerclement stratégique jugé existentiel.

En conclusion, les racines profondes de la guerre en Ukraine ne se limitent pas aux crises de 2014 ou de 2022 : elles plongent à l'hiver 1918, lorsque les premières interventions étrangères ont durablement façonné la manière dont la Russie perçoit sa sécurité et son environnement stratégique.

Pour en savoir plus :

- *Histoire de la guerre civile russe, 1917-1922* — Jean-Jacques Marie (Tallandier, 2015 / réédition).
- *Interventions alliées pendant la guerre civile russe (1918-1920)* — Jean-David Avenel (Economica).
- *La guerre civile russe 1917-1922* — Alexandre Jevakhoff (Perrin, 2017).
- *Guerre civile et famine en Russie* — Serge Adamets (2002).